

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative - Place Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 03/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LE FEUVRIER

RD 323
72470 Champagné

Références : 61-2024-150
Code AIOT : 0005302566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement LE FEUVRIER implanté RUE THIMONNIER - ZI LA CROCHERE 61100 Flers. L'inspection a été annoncée le 17/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée afin de vérifier les conditions de valorisation hors site de terres excavées dans le cadre du chantier d'agrandissement d'un bassin de gestion des eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE FEUVRIER
- RUE THIMONNIER - ZI LA CROCHERE 61100 Flers
- Code AIOT : 0005302566

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site LE FEUVIER de Flers est spécialisé dans le tri-transit-regroupement de déchets métalliques, de papiers/cartons/plastiques, de déchets dangereux en faible quantité et de véhicules hors d'usage. Le site occupe une surface d'environ 7 ha.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les représentants du site ont affirmé lors de l'inspection que les terres excavées restantes sur le site seront utilisées pour le comblement autour des parois béton du bassin de gestion des eaux pluviales en construction, puis recouvertes en surface par une dalle béton.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Renseignement du RNTDS	Autre du 25/03/2021, article R. 541-43-1	Demande d'action corrective	15 jours
2	Propreté – dispersion de déchets	Arrêté Préfectoral du 15/02/2018, article 2.3.1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Gestion des terres excavées	Arrêté Préfectoral du 15/02/2018, article 5.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des terres excavées dans le cadre du chantier d'agrandissement d'un bassin de gestion des eaux pluviales du site Le Feuvrier de Flers ont été valorisées hors site dans une opération d'aménagement sans respecter a priori la méthodologie applicable dans ce cadre. En tant que producteur initial de ces déchets, la société Le Feuvrier doit s'assurer de la réalisation des actions correctives nécessaires, notamment le renseignement du registre national RNTDS et l'application a posteriori des guides nationaux pour la valorisation hors site des terres concernées. **Il est ainsi demandé à l'exploitant de s'assurer et de justifier que les déchets utilisés pour l'aménagement du chantier par la société Eiffage ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles, les eaux souterraines et les sols, et ne présentent pas de risque pour la santé humaine et l'environnement conformément à l'article L. 541-1-II-3° du code de l'environnement.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Renseignement du RNTDS

Référence réglementaire : Autre du 25/03/2021, article R. 541-43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Renseignement du RNTDS

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

Constats :

La société Eiffage a évacué des terres excavées dans le cadre du chantier d'agrandissement d'un bassin de gestion des eaux pluviales du site Le Feuvrier de Flers. Selon le registre interne à la société Eiffage, 1400 m³ de terres ont ainsi été évacuées par 147 transports entre le 29 et le 31 juillet 2024. La société Le Feuvrier est le producteur initial de ces terres. A date de l'inspection, ces transferts de terres excavées n'ont pas encore fait l'objet d'un renseignement du registre RNTDS. En tant que producteur initial des terres excavées évacuées hors site entre le 29 et le 31 juillet 2024, la société Le Feuvrier aurait dû s'assurer que le registre national RNTDS était dûment renseigné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En tant que producteur initial des terres excavées évacuées hors site entre le 29 et le 31 juillet 2024, la société Le Feuvrier devra s'assurer que le registre national RNTDS est dûment renseigné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Propreté – dispersion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté – dispersion de déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc. sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de macro-déchets au sein : - de l'andain situé au nord-est du bassin de gestion des eaux pluviales en chantier : pneumatiques, pièces métalliques, plastiques... - les terres réservées en merlon située à proximité du bassin, dans l'attente de leur mise en oeuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : S'agissant : - de l'andain situé au nord-est du bassin : l'exploitant doit procéder à l'enlèvement des déchets indésirables et maintenir cet entretien dans le temps ; - des terres en attente de mise en oeuvre autour des parois du bassin : avant leur mise en oeuvre, l'exploitant devra procéder au tri et à la récupération des déchets indésirables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Gestion des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2018, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des terres excavées
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

<p>Constats :</p> <p>Le dossier de cas-par-cas déposé par la société Le Feuvrier le 30 avril 2024 indiquait que « L'aménagement de nouveaux bassins générera des déblais, qui seront évacués vers un centre de stockage de déchets inertes. Le volume total de terres et déblais excavés est évalué à environ 1 600 m3. »</p> <p>Lors de la présente inspection, les représentants de la société Le Feuvrier ont indiqué avoir confié la gestion des terres excavées à la société Eiffage pour élimination sur la plateforme Eiffage de Flers, située à 400 m du site de Le Feuvrier. L'inspection rappelle que le site « Eiffage travaux publics ouest » de Flers bénéficie d'un récépissé de déclaration pour des activités de transit de déchets inertes, mais pas pour des activités de stockage de déchets inertes.</p> <p>En l'occurrence, les déchets inertes issus du chantier du site Le Feuvrier ont été valorisés sur un chantier d'aménagement, sans passage enregistré par le site Eiffage de Flers et sans réalisation préalable des analyses et du protocole prévus dans la méthodologie nationale de valorisation hors site des terres excavées issues de sites potentiellement pollués. L'inspection des installations classées avait alerté la société Le Feuvrier sur les risques de pollution des terres excavées sur son site lors de l'inspection du 24/07/2024, quelques jours avant les expéditions en question. Les résultats des analyses réalisées à la demande de l'inspection des installations classées n'étaient pas encore disponibles lors de l'évacuation hors site des terres par la société Eiffage.</p> <p>Des analyses ont été réalisées a posteriori sur les terres mises en oeuvre par la société Eiffage. Les résultats complets sont en attente à la date de rédaction du rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Le Feuvrier devra s'assurer auprès de la société Eiffage que les analyses et études réalisées a posteriori confirment la compatibilité des terres issues de son site avec la valorisation réalisée sur l'opération d'aménagement réalisée. La société Le Feuvrier doit ainsi s'assurer et de justifier que les déchets utilisés pour l'aménagement du chantier par la société Eiffage ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles, les eaux souterraines et les sols, et ne présentent pas de risque pour la santé humaine et l'environnement conformément à l'article L. 541-1-II-3° du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant devra veiller à appliquer, à l'avenir, la méthodologie nationale applicable pour ce genre de valorisation, notamment les procédures décrites dans le guide national "Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement".</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>